



## **Marathon TRANS-EUROPA**

Association régie par la loi 1901

Siège social : 1, rue des écoles - Fontenet - 17400 SAINT-JEAN D'ANGELY

**Bureaux : 41, rue Alexandre Yersin – 86 000 POITIERS**

Tél. **06 74 84 59 54**

E-mél : [mte.france@wanadoo.fr](mailto:mte.france@wanadoo.fr)

Banque : Crédit Mutuel de Lozère – 48000 Mende - Compte : 000 11015540 . 38

Réf. GD/MTE - GS7

### **Monsieur Guy SEGUELA**

Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la FP

47, rue de la cathédrale

86000 - POITIERS

Tél. **05 49 55 70 00**

**Objet : Demande de soutien financier immédiat pour le Marathon pour l'emploi**

Pour information : Mesdames Michèle ALLIOT-MARIE, Albane BARRE, Sophie BOISARD, Annie LHERITIER, Ludivine OLIVE, en national

Messieurs Michel BETAN, Xavier BERTRAND, Michel BLANGY, Benoit BOHNERT, Jean-Louis BORLOO, Thierry BRETON, Dominique CAHUT, Jean CARENCO, Jacques CHIRAC, Gilles DE ROBIEN, Dominique DE VILLEPIN, Patrick GERARD, Gilles GRAPINET, Claude GUEANT, Jean-François LAMOUR, Fabrice LARCHER, Gérard LARCHER, Xavier MALENFERT, Philippe MARLAND, Xavier PAITARD, Lt-Colonel POMMES, Laurent RAVERAT, Nicolas SARKOZY, Laurent SOLLY, Jean-François VILOTTE,

Pour information : Mesdames Catherine BASK, Valérie COUPEAU, en Poitou-Chtes

Messieurs Albert AGUILERA, Commandant ANDRE, Thierry BERGERON, Bruno BOURREAU, Colonel Patrice BRISSET, Commandant BUILLES, Frédéric CADET, Gilbert CAROFF, Lt-Colonel CORTES, Léonard De La GATINAIS, Gérard DESBORDES, Philippe DOMAS, Guy ETIENNE, Patrick FALZONE, Christian GAILLARD de la VERNEE, Jean-Pierre GESSON, Pierre GUENANT, Ludovic GUILLAUME, Lt-Colonel HUET, Alain JUNQUA, Max MARTINEU, Christian PELLETIER, Colonel Christian PETIT, Colonel Eric PEUCH, Michel POUYLLAU, Bernard PREVOST, Jean-Pierre SIBAND, Bernard TOMASINI, Colonel Yvon TREPOS, Gil VAUQUELIN, Lt-Colonel Jean-Philippe VENNIN,

« Celui qui vient au monde pour ne rien déranger  
Ne mérite ni égard ni patience ». René CHAR

Poitiers, ce lundi 10 octobre 2005

Monsieur le Directeur,

Nous nous connaissons naturellement pour nous être rencontrés le 22 octobre 2004 (il y a un an).

Nos échanges sur ce Marathon régional pour l'emploi furent positifs et vous l'aviez compris. Nous étions convenus d'attendre l'avis favorable de CESR et la signature des décrets d'application de la loi de Cohésion sociale, pour que vous envisagiez un courrier accélérateur d'un financement du Conseil régional ... pour que, vous-même, nous trouviez un budget dans le plan de cohésion sociale.

Sur vos conseils, j'avais également rencontré Messieurs Doukouré et Lefèbvre, responsables des FSE. Malheureusement, au regard de l'approche globale, ils ne voyaient pas comment financer le projet, sauf à le réorienter dans le sens des consignes données par la Commission européenne (soit, éventuellement, de travailler sur le vieillissement de la pyramide des âges avec les entreprises ... pourquoi pas). Depuis, nous vous avons régulièrement tenu au courant des avancées (Cf. courriers des 14.02.05 et 24.06.05, compris diverses copies à Monsieur le Préfet, à Messieurs les Directeurs de Cabinet et du SGAR, à Monsieur le président du CESR, etc ... compris nos demandes de participer à des réunions en Préfecture).

Le CESR a validé le 15 avril, Monsieur Guénant, son Président, conseiller de reformater éventuellement, mais insistant de « ne pas toucher au fond » (de, notamment, lui conserver sa dynamique « **théléthon pour l'emploi** »)...

Suite à ces remarques, à divers contacts et autres incitations aussi, nous avons entre temps, puis récemment, quelque peu revu la méthodologie, réapprivoisé la stratégie en fonction d'un état des lieux, pour nous, en déliquescence.

Monsieur Doukouré nous a remis à nouveau le formulaire FSE à la seconde quinzaine d'août (Cf. courrier du 15 août) mais, pour des raisons de logiques d'entraînement, nous voulions nous assurer d'un indispensable quitus politique du Conseil régional avant de poursuivre.

Un financement de 35 000 € vient d'être voté en Commission Permanente ce dernier 19 septembre (au lieu de 75 000 € demandés) ... au regard de l'environnement, nous avons souhaité reconsidérer la situation.

NB1. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de regretter le chômage ou de dénoncer la précarité et les inégalités croissantes, mais de « **reconstruire l'emploi** » ... et, à bien considérer les comportements (notamment dans les administrations qui n'envisagent pas de changer de mode de raisonnement ni de fonctionnement), à bien évaluer les divers plans précédents échoués (notamment leurs causes et leurs effets), à bien écouter les exhortations réitérées (notamment celles des politiques responsables), non seulement cela ne se fera pas tout seul, mais il manque une évidente crédibilité quant à la réalisation ... aggravée par une forme de mépris envers les chômeurs trop souvent accusés de manque de combativité, alors que **c'est le travail qui manque et « qui s'en va » ... et, encore, quid de l'offre ?**

Même si vous en refusez les perspectives, pour les observateurs attentifs, les acteurs alternatifs et atypiques que nous sommes, les prémices prévisibles d'un « chaos- management » nous guettent et nous menacent depuis longtemps ... et vous considérerez toujours que notre **Marathon pour l'emploi**, auquel nous ne nous laissons pas de convier l'Etat de participer, s'est patiemment co-construit sur ces problématiques, différemment vécues, et qui tendent maintenant à nous dépasser. Et c'est bien pourquoi et mieux que jamais, à travers ce projet et en tant que Société civile, nous revendiquons avec insistance toute notre place à vos côtés.

**Que fait-on des entrepreneurs perdants ? ...**

**Qui sont-ils ? ... où sont-ils ? ... étaient-ils si mauvais gestionnaires et n'ont-ils pas été tout simplement trompés par un système qui a changé les règles du jeu à sa convenance ?**

**Ne leur a-t-on pas fait pas payer abusivement et malhonnêtement l'échec collectif et la culture du risque, pourtant loyalement affrontée par eux-mêmes ? ...**

**Ne sont-ils pas toujours potentiellement des porteurs de projets, et désormais autrement aguerris ?**

Au regard des situations dramatiques subies par nos populations marginalisées, demain ne peut pas être dans une nouvelle année ... c'est bien maintenant, par rapport au calendrier remis et, à défaut d'un deal, nous souhaitons un accord de l'Etat et du Conseil régional avant fin septembre ... (cf. encore le courrier du 28 juillet à Monsieur Guillaume, Directeur de Cabinet, et celui du 5 septembre à vous-même, remis le 7 suivant à votre assistante, Madame Caillaud, avec une demande d'audience urgente restée en attente).

D'autant que, par un courrier du même jour, nous rappelons à Monsieur Prévost que **le chômage tue**, et que ces « **suicides économiques** » relèvent de nos responsabilités communes (principalement la vôtre aussi ... puisque vous avez la haute responsabilité et la complète Délégation de Monsieur le Préfet sur les problématiques du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle).

D'autant aussi que le Plan de cohésion sociale, peine à se mettre en place ... d'autant encore, que ses premiers « vrais effets » devaient se faire sentir en 2006 ... d'autant toujours, qu'il nous est tout de suite opportunément apparu que notre Marathon pour l'emploi (basé sur le mouvement et les rencontres), pouvait se positionner (voire se labelliser) tel un accompagnateur et un accélérateur (Cf. annexe NB2).

Pour mémoire aussi ... deux approches dimensionnées et complémentaires : d'une part, le Plan de cohésion sociale fait appel à de l'argent public et à l'administration publique pour accompagner les créations d'emploi ... d'autre part, notre Marathon pour l'emploi fait appel à l'organisation publique, soutenu majoritairement par de l'argent privé pour stimuler la création d'emploi à forte connotation privée, avec une optimisation de l'offre.

Pour mémoire aussi, le budget du PCS n'est que de 0, 2 % du PIB, dont 75 % directement lié à l'emploi ; s'ajoutant aux 4 % du PIB dépensé annuellement pour soutenir l'emploi.

**C'est pourquoi nous pensons qu'il s'avère toujours possible d'avancer le départ en 2006**

(avril - mai ou septembre - octobre 2006...même si cela « dérange » la future rentrée sociale ou se télescope avec d'autres événements).

**L'urgence le commande** (compris surtout, et j'ose l'écrire, au-delà d'agir préventivement sur la psychiatrie économique et les morts par contagion), de réapproprier la culture de l'idéal et de l'enthousiasme ! 2

Mais, nous avons bien compris aussi que, sous couvert du volume de travail (réel ou feint) et de la sécurité de l'emploi des uns (qui manque tant aux autres), de risques inégalement répartis entre les intervenants (voire totalement à notre charge), de clairvoyance, de décision, voire de coups de pouce, pas toujours évidents dans l'espace régional, (voire même, de résistance au changement), **il nous est apparu indispensable** (et sans vouloir aucunement vous offenser), **de relancer les principaux décideurs politiques et les ministères concernés par ce projet** (puisqu'aussi bien, également, le prototype picto-charentais envisagé, doit se développer ensuite vers la trans-régionalité et, avec le temps mesuré, vers d'autres régions européennes pour échanger, coopérer et mutualiser).

C'est pourquoi, ci-joint, vous voudrez bien trouver les courriers adressés à **Messieurs le Président Chirac et De Villepin**, Premier Ministre, et ceux, concomitants, aux différents ministres que nous estimons concernés (**Madame Alliot-Marie, Messieurs Bertrand, Borloo, Breton, De Robien, Lamour, Larcher et Sarkozy**, ainsi qu'à leurs Directeurs ou Chefs de Cabinet).

Au-delà d'une situation et de propositions à ré-officialiser au regard des circonstances socio-économiques et politiques que nous rencontrons et, surtout, de leurs conséquences ... il nous semble utile ou indispensable de mobiliser et de faire participer : **1.** les collectivités territoriales et les institutions (Cf. les courriers à **Messieurs Chirac et de Villepin**) ... **2.** l'armée et la gendarmerie (Cf. le courrier à **Madame Alliot-Marie** ... compris avec ses propres problématiques de réinsertion de militaires ou d'officiers sortis du rang) ... **3.** la sécurité civile et les pompiers, tout comme d'obtenir rapidement les autorisations de circulation et la protection idoine (Cf. le courrier à **Monsieur Sarkozy** ... compris aussi cette autre problématique de réinsertion des détenus en fin de peine) ... **4.** les professionnels de Santé et les établissements hospitaliers (Cf. le courrier à **Monsieur Bertrand**) ... **5.** les universités, les lycées et les collèges (Cf. le courrier à **Monsieur De Robien**) ... **6.** le monde sportif en général (Cf. le courrier à **Monsieur Lamour**) ... **7.** et, bien évidemment, les acteurs, les structures de l'emploi et de la réinsertion par l'économie, qu'ils s'activent pour l'Etat ou assimilés, ou pour le monde associatif et entrepreneurial (Cf. les courriers à **Messieurs Borloo et Larcher**).

C'est pourquoi encore, que pèsent les 250 à 350 000 € de ce Marathon régional pour l'emploi ?

- compte tenu aussi des sommes inouïes « dilapidées » par l'Etat au regard de sa gestion calamiteuse des entreprises publiques (Cf. le courrier à **Monsieur Breton**, et le lamentable feuilleté SNCM en cours) ...
- à nouveau, au constat des **30 millions d'augmentation en 2003** (100 fois plus que notre Marathon pour l'emploi porteur d'espérances !) et de l'explosion de la carte psychiatrique régionale !!! (Cf. encore le courrier à **Monsieur Bertrand**, et la liste impressionnante des établissements de soins de jour et de nuit, ci-jointe, et sans cesse insuffisante, s'ajoutant à une carte hospitalière déjà très lourde) ...
- du plan d'embauche (**et encore du coût colossal**) de ces 1 500 nouveaux « conseillers » de l'ANPE (« contrôleurs » ?), pour un suivi et un placement « beaucoup plus attentif » des chômeurs (dont nous ne sommes pas sûrs que cette mesure recréera véritablement « une offre de travail », (sauf pour l'ANPE), voire nous le contestons ... surtout d'en démoraliser encore un peu plus « les actifs privés d'emploi » en renchérissant l'effet d'aubaine pour les psychiatres ou, carrément, de mettre de nouvelles vies en danger en accélérant la spirale des « suicides économiques »).
- De l'impossibilité de connaître le nombre des personnels contractuels s'activant « sur l'emploi dans notre région » (DRANPE, DRTEFP, DDTEFP, ANPE, Missions locales et autres PAIO), les coûts de fonctionnement, des locaux et de la masse salariale qu'ils représentent au regard des résultats attendus (Cf. notre entretien avec Monsieur Penneret, votre chef du Service statistiques, l'ignorant lui-même, et me priant de vous adresser un courrier pour obtenir ces chiffres introuvables et pourtant pas anodins) ... donc : Combien êtes-vous et coûtez-vous ?... Quels sont vos résultats ?
- Voire même les « conditions éloquentes d'incompréhensions conflictuelles », dans lesquelles a eu lieu, ce même jour, l'inauguration de la nouvelle agence ANPE (Bd du grand Cerf à Poitiers) : (manifestation des personnels CGT de l'ANPE avec AC 86 ... autant de CRS que de manifestants ... pots de yaourt lancés sur les personnalités présentes (dont Monsieur le Préfet) ... Monsieur Raffarin se décommandant courageusement au dernier moment, etc ... quel symbole ?

Cette « gestion du chômage », privilégiée à une **démarche innovante de relance économique** (si possible avec la participation des chômeurs eux-mêmes) ... **et telle que nous vous le proposons**, n'anticipe-t-elle pas l'explosion sociale que nous prévoyons ?

- de constater aussi, cette réalité consternante, d'**une Société**, la nôtre, **qui s'occupe de ses délinquants avec de meilleurs égards que pour ses citoyens exemplaires proposant**, NOUS-MEMES (voire qu'elle dépense des sommes folles pour resocialiser et réinsérer des jeunes «sauvageons » ( ?) par manque d'anticipation depuis une génération ... voire même qu'elle leur offre des parcs, des châteaux, et du personnel de surveillance pléthorique, coûteusement formé et aux résultats non démontrés ).

Qu'au-delà de « se saigner à déraison » à grand renfort de subventions pour créer des « zones franches à peine viables » ou des « pôles de compétitivité et R & D » pour relancer l'activité, elle génère dans le même temps des « zones de non-droit », et elle prépare d'autres grands désordres dans ses banlieues, voire des ruptures gérables en faisant le lit du fascisme.

C'est pourquoi toujours,

- face à tout cet argent gaspillé (et à fonds perdus pour maintenir en survie «des Services prétendument Publics) ... l'Etat providence ?
- face aussi « au train de vie somptueux » et aux déficits publics démesurés d'un Etat dans l'incapacité de se réformer (par la faute aux syndicats et aux mentalités gravées dans le marbre, et réciproquement), et duquel nous refusons de participer par « assistance et mendicité », mais bien de **collaborer par un partenariat gagnant remboursable par retour d'investissement sur l'activité et les emplois recréés** ... que nous évaluerons dans « la transparence ».
- face encore, à une actualité particulièrement barbare qui corrobore en tous points, et au-delà, l'ensemble des propos relatés dans **ces 12 courriers adressés à vous-même, à Madame Alliot-Marie, à Messieurs Bertrand, Borloo, Breton, Chirac, De Robien, De Villepin, Lamour, Larcher, Prévost et Sarkozy,**

Nous vous confirmons notre demande formulée à Monsieur Borloo et à Monsieur le Préfet Prévost, celle de vous solliciter de bien vouloir couvrir au plus tôt notre association (et avec la contribution de Monsieur Martineu, TPG régional) :

- **Des 75 000 €** sollicités (voire avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations),
  - Ou mieux, qu'il nous soit fait rapidement l'avance des **140 000 €** restants sur les produits à recevoir,
  - ... qu'en même temps, les **33 000 €** avancés à mon association me fussent remboursés,
  - De **5 emplois aidés ou Tremplins** pour constituer l'équipe opérationnelle (en partage avec le Conseil régional, qui nous laisse sans solution avec les + de 50 ans que nous voulons opérationnels).
- Que Monsieur Tomasini, Préfet de Charente-Mme et Monsieur Aguiléra, TPG de Charente-Mme :
- **nous favorisent d'un local convenable pour travailler** avec mon équipe : à La Rochelle ou à Saint-Jean d'Angély (villes dont, avec notre association, nous débattons encore de manager l'action),
  - ... et d'**un logement de fonction pour moi-même** (qui n'accepte plus le peu de considération de la Collectivité envers ma personne, au regard du portage d'un tel projet),
  - ... **de revenus de consultant** (ou toute autre formule) pour le prix de cette collaboration.

Tout en vous remerciant de bien vouloir me recevoir à nouveau dès que possible pour en discuter  
Recevez, Monsieur le Directeur, nos sentiments respectueusement les meilleurs.

**NB2. Pour mémoire toujours, qu'il nous soit permis de vous rappeler, ci-dessous, quelques formules et analyses fortes de l'introduction de la présentation du plan de Cohésion sociale de Monsieur Borloo, lors de sa proposition au Gouvernement (en été 2004), et auxquelles nous souscrivons :**

« La force d'une nation est dans sa ressource humaine ... **un pays n'est puissant que par les hommes et les femmes qui le composent, par l'envie qu'ils ont de vivre et de construire ensemble, par le rayonnement de leur confiance dans l'avenir et par la cohésion sociale qui les unit** ... LA PROSPERITE ECONOMIQUE EST INDISSOCIABLE DE LA PROSPERITE SOCIALE (page 2).

**La France affecte chaque année 30 % de sa richesse nationale à la protection sociale, soit 450 milliards d'€ effort qui a plus que doublé en 20 ans (seule la Suède consacre plus : 31,2 %) ... et pourtant nos résultats sont inquiétants, en quinze ans : le nombre d'allocataires du RMI est passé de 422 000 à 1 100 000 ; le nombre des familles surendettées supplémentaires est passé de 90 000 par an à 165 000 par an et atteint aujourd'hui un total de 1,5 millions ... le chômage des jeunes de 16 à 24 ans dans les quartiers en zones urbaines sensibles est passé de 28 % à 50 % ... chaque année, plus de 80 000 enfants entrent en 6<sup>ème</sup> sans maîtriser les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) ... les grandes écoles sont trois fois moins accessibles aux élèves de milieux modestes qu'au cours des années cinquante ... les actes racistes sont passés de 189 à 817 chaque année ... le nombre de logements indécents a doublé ... la liste d'attente pour l'accès au logement social a été multipliée par quatre ... **la cohésion sociale est en danger** ... cette situation n'est pas acceptable dans une société démocratique et avancée ... **la crainte d'une décomposition sociale et d'une régression économique est très forte** chez nos concitoyens ... **le chômage et les inégalités sociales sont désormais largement en tête des préoccupations des français, toutes catégories sociales confondues** ... la France doit faire face à un chômage structurel et à l'exclusion qui l'accompagne, aux jeunes sans espoir et aux enfants défavorisés, aux logements insalubres, aux quartiers sans avenir, à une perte de sens de l'action collective de la République, à l'intolérance et parfois au racisme ... cette nouvelle réalité paraît inéluctable, **elle désespère ceux qui y sont enfermés, elle décourage les autres.** Elle n'est pas uniquement le fruit des difficultés actuelles de la conjoncture économique ; la situation a d'ailleurs continué à se dégrader pendant les périodes de croissance soutenue ... **nous devons répondre clairement, ouvertement à ceux qui se découragent** : la République retrouvera l'égalité des chances ; **elle ne transigera pas avec son ambition, elle ne jouera pas avec son avenir** (page 3).**

**La France rationne le travail** ... la France est terre de paradoxes ... elle vit une crise de l'embauche (postes non pourvus dans le privé et dans le public, métiers sous tension, secteurs « pénuriques », existence de gisements d'emplois inexploités) ... elle n'est pas préparée à un choc démographique de grande ampleur, qui va engendrer du fait des départs en retraite à venir, une pénurie de salariés d'environ 1 million d'ici 2020 ... elle ne donne pas ses chances au marché des services aux particuliers, atone et bloqué en dépit de ses potentialités ... **elle compte 4 millions de personnes sans emploi** et, pourtant, certains estiment qu'une immigration massive lui sera nécessaire dans certains secteurs d'activité ... quatre erreurs majeures ont été commises : 1. AVOIR OUBLIE QUE L'EMPLOI ETAIT LE FRUIT DE LA RENCONTRE D'UNE OFFRE ET D'UNE DEMANDE ET QUE L'UNE ET L'AUTRE DEVAIENT S'ORGANISER ET SE PREVOIR ; la France n'a que très peu investi dans ce domaine, alors que cet investissement est l'un des plus rentables de tous ... 2. **avoir considéré l'emploi comme un monde trop parfait à partager, plutôt que comme le fruit sans cesse recomposé de l'activité et de l'inventivité humaines** ... 3. avoir organisé le contingentement de la population active et **la protection systématique de l'emploi existant plutôt que son augmentation et sa rotation** ... 4. avoir fait du traitement social du chômage la réponse ultime au manque de travail, alors qu'il ne peut s'agir que d'un moyen de retour progressif vers l'emploi des personnes qui en sont les plus éloignées ... Il faut rompre avec tous les malthusianismes : LA FRANCE A BESOIN DE LIBERER L'ACTIVITE ECONOMIQUE, CAR C'EST ELLE QUI CREE L'EMPLOI (page 4).

Une première rupture est d'ores et déjà intervenue ... /// ... il serait illusoire de croire que la croissance règlera tous les problèmes. **L'embellie de la fin des années 90 a davantage profité à la dépense publique qu'aux Français.** La croissance va elle-même nous poser de nouveaux défis, en accentuant les difficultés de recrutement dans certains secteurs ... nous devons tirer les leçons du passé ... afin que la croissance qui revient soit mieux partagée, et profite à tous les français ... **il n'y aura pas de croissance durable sans cohésion sociale** ... LE RETOUR A L'ACTIVITE EST UNE PRIORITE ABSOLUE. **C'est le meilleur rempart contre l'implosion sociale et la clé de la dignité individuelle.** Le plan de cohésion sociale se présente donc d'abord comme un dispositif systématique de sortie d'une logique d'assistance : tous doivent pouvoir, sous des formes adaptées, retrouver les chemin de l'activité, aussi modeste soit-elle ... /// ... le chômage massif est devenu une donnée permanente, **avec plus de 4 millions de personnes indemnisées ou allocataires de minima sociaux, et toutes les conséquences négatives qui en résultent pour la compétitivité de notre pays** ... /// ... l'allocation chômage est une indemnité, il faut en faire un investissement, un instrument de retour à l'activité.

La période de chômage était un moment d'effritement, il faut en faire une étape de reconstruction, au cours duquel **le rôle éminent de la puissance publique est d'accompagner chacun de ceux qui en ont besoin, au nom de l'efficacité,** mais aussi de la fraternité (page 5).

Avec 10 000 emplois détruits et 10 000 emplois créés chaque jour ouvrable, le chômage frictionnel est inévitable. Ce qui n'est pas acceptable, c'est le chômage de longue durée, le chômage d'exclusion, le chômage durable des jeunes à la recherche de leur premier emploi ... **des gisements considérables d'emplois restent inexploités** ... /// ... **La politique de l'emploi de demain doit s'attacher à lever les verrous qui empêchent le renouvellement et l'accroissement de l'offre d'emploi ; pour cela, un équilibre plus dynamique entre la sécurisation des travailleurs et l'efficacité économique doit prévaloir** ... plus de fluidité, plus de stabilité et d'accessibilité du droit du travail, PLUS D'EFFORTS EN FAVEUR DE LA CREATION D'ENTREPRISE SONT NECESSAIRES. II FAUT LIBERER LA CREATION ECONOMIQUE ... **il faut, par ailleurs, rétablir l'égalité effective des chances en attaquant à sa source l'inégalité** :

DANS LE LOGEMENT, à l'école, dans les territoires aux charges socio-urbaines écrasantes et aux ressources insuffisantes ... nous le voyons aujourd'hui, les inégalités initiales se cumulent et s'aggravent, elles figent et sclérosent notre société. Avec un ascenseur social bloqué, LE PAYS N'EST SERVI QUE PAR CERTAINS DE SES TALENTS ET LAISSE LES AUTRES EN MARGE DE LA SOCIETE ... trop cloisonnée, notre société doit évoluer pour ne pas se calcifier ... la République doit se donner les moyens de relancer la mobilité, LA LIBRE CIRCULATION DES TALENTS ... // ... **Les méthodes du plan de cohésion sociale** ... Les défis à relever sont nombreux, ils sont à la hauteur des risques d'aujourd'hui. Nous aurions tort de penser qu'il peut suffire d'adapter de vieilles recettes, seraient-elles plus énergiques, pour obtenir les résultats escomptés ... **le plan de cohésion sociale adopte une démarche inédite consistant à traiter l'ensemble des grands problèmes qui mettent en péril la cohésion de notre pays (chômage persistant de longue durée, chômage des jeunes, accroissement du nombre d'exclus, crise du logement, délitement des quartiers défavorisés, discrimination, crise du système éducatif à certains endroits, etc) ... trop longtemps, une approche cloisonnée et morcelée de questions qui en fait, se nourrissent les unes des autres a prévalu. Le but de ce plan est d'agir simultanément sur tous les leviers qui contribueront à briser cet engrenage et à établir le cercle vertueux de la réussite et de la cohésion ... les programmes du plan s'articulent autour de 3 piliers fondamentaux ; l'emploi et l'activité, l'accès au logement et l'égalité des chances (page 6).**

C'est un plan d'action, précis et ciblé, **car il y a urgence** ; construit sur une période de 5 ans, il ouvre par ailleurs des perspectives à plus longue échéance. Il sera soutenu par une loi de programmation, gage du respect des engagements de l'Etat ... LE PLAN NE REUSSIRA QU'AVEC L'ENGAGEMENT DE TOUS LES PARTENAIRES CONCERNES, DANS LE RESPECT DES COMPETENCES DE CHACUN ... **la réussite de la cohésion sociale sera celle de tous les acteurs** – collectivités territoriales, entreprises, **associations**, services déconcentrés de l'Etat – qui œuvrent sur le terrain ... la mise au point opérationnelle des programmes se fera avec les acteurs ; au-delà de l'engagement de l'Etat, les mesures doivent être souples, adaptées aux spécificités locales et s'inscrire dans le cadre des partenariats déjà existants. Le contrat et le co-pilotage seront privilégiés à chaque fois que la loi ne sera pas nécessaire ... le plan mobilise sur le seul budget de l'Etat plus d'un milliard d'€ de moyens supplémentaires dès 2005, dans un contexte financier particulièrement difficile. Cet effort, qui dépassera 3 milliards d'€ en 2007 pour décroître ensuite, est un investissement pour notre avenir ... **ce plan est aussi une façon de réaffirmer nos valeurs communes, c'est l'expression d'UN PROJET DE SOCIETE ... NOUS VOULONS MOBILISER TOUTES LES RESSOURCES DE LA NATION**. Il n'y a pas « 2 France » : « celle qui travaille » et « l'autre », celle des assistés. Il faut sortir de cette vision manichéenne qui entretient, voire légitime, une société à deux vitesses ... puisqu'il n'est de richesses que d'hommes (Rodin), anticipons les besoins de ressources humaines, adaptons-les, SOUTENONS LES CURIOSITES, préférons l'activité à l'assistance ... réaffirmons nos convictions, la France ne doit pas être la juxtaposition d'individus égoïstes et rivaux mais la réunion d'hommes et de femmes animés par une même fierté d'appartenir à la République ... L'AVENIR DE NOTRE PAYS, SON DYNAMISME ECONOMIQUE DURABLE DEPENDENT DE NOTRE CAPACITE A FEDERER TOUS LES TALENTS ... inexorablement, depuis 15 ans, le fossé continue de se creuser entre ceux dont les enfants ont un avenir et ceux dont la descendance en est privée. D'innombrables talents sont ainsi gaspillés, recevant « la rage en lieu et place de diplôme » ... la réussite de ce plan de cohésion sociale est la condition d'un véritable dynamisme économique de ce pays et d'un retour à ses valeurs fondatrices ... CE SERA DIFFICILE, MAIS C'EST POSSIBLE (page 7).

### **NB3. Alors, un monde abouti et trop parfait ?... certes, de quoi en être collectivement très fiers !**

Un état des lieux impitoyable où l'on s'aperçoit bien que notre proposition citoyenne de Marathon régional pour l'emploi est cohérente et bien en phase pour tenir toute sa place (Cf. le topo exemplaire réalisé en août 2004 par Gilbert Caroff, conseiller technique du projet MTE).

Un état des lieux et, surtout nous le souhaitons, d'espérances pour contribuer à le co-reconstruire dans ses extrêmes, et pour lesquels nous osons croire qu'il ne s'agissait pas à nouveau, que de mots ni de vent ?... des délires mensongers d'un auteur en mal de sensations fortes (dont nous n'avons que faire), de se faire peur, de faire peur, ou de vendre une programmation de circonstances ?

**NB3.** Dans cet esprit encore (et pour conclure momentanément avec vous), vous voudrez bien trouver ci-joint, une réflexion générique sur « l'UTOPIE, voyage en doutes et en certitudes » (4 utiles nouvelles pages) ... étude réalisée il y a une douzaine d'années (en décembre 1993), au moment de la nouvelle grosse vague des « remises en cause économiques » de quelques milliers de vaincus, de leur nécessaire reconstruction, voire des difficiles renaissances individuelles pour obligatoirement changer de regard et de comportement pour affronter les mutations (et continuer à vivre) ... sur « le devoir de mémoire et d'héritage » et, surtout, sur le : « **maintenant, on fait comment ?** »